

ACTION URGENTE

UN MILITANT OUIGHOUR LIBÉRÉ À PÉKIN

Ilham Tohti, rédacteur en chef du site Internet Uighur Online et maître de conférences en économie à l'université centrale des nationalités, a été libéré le 23 août à Pékin, la capitale chinoise. Cependant, il est maintenu sous surveillance.

Ilham Tohti a été arrêté chez lui le 8 juillet, peu après que les autorités ont déclaré que les articles publiés sur son site Internet avaient alimenté la violence qui a éclaté à Ürümqi, la capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine. Ilham Tohti a démenti les accusations portées contre lui, affirmant qu'il n'accepterait jamais le recours à la violence.

Sa détention était arbitraire et illégale. Dans une interview accordée à Radio Free Asia dès sa libération, Ilham Tohti a déclaré qu'il n'était inculpé d'aucune infraction. Son avocat n'a reçu aucun document légal concernant sa détention et Ilham Tohti n'a pas été incarcéré dans un centre de détention officiel. Son arrestation était, semble-t-il, une manœuvre destinée à l'empêcher de communiquer avec des journalistes ou par le biais de son site Internet et de son blog.

Dans cette même interview, Ilham Tohti a également indiqué qu'il n'avait pas été torturé ni soumis à d'autres mauvais traitements en détention mais que les policiers l'avaient interrogé « *jour et nuit* ». Au moment de sa libération, la police lui a vivement conseillé de ne pas critiquer le gouvernement, sinon il serait officiellement inculpé et condamné.

Le 5 juillet, des manifestations qui avaient, semble-t-il, débuté de manière pacifique ont tourné à l'affrontement dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Selon les autorités, près de 200 personnes ont été tuées et plus de 1 600 ont été blessées. Hou Hanmin, le porte-parole du gouvernement du Xinjiang, a indiqué à Xinhua (Chine nouvelle) – une agence de presse d'État – que 156 « *innocents* » figuraient parmi les personnes tuées. Cent trente-quatre de ces « *innocents* » appartenaient au groupe ethnique han, 11 étaient issus de la minorité hui, 10 étaient ouïghours et un était originaire de Manchourie. Immédiatement après ces troubles, les autorités chinoises ont affirmé avoir arrêté 1 400 personnes. Le 10 août, lors de la présentation du rapport de la Chine devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale [ONU], Duan Jielong, le responsable de la délégation chinoise, a déclaré que 718 personnes étaient toujours incarcérées et que celles qui avaient « *commis des infractions mineures* » avaient été libérées. Il a ajouté que les autorités détenaient 83 personnes soupçonnées de « *crimes graves* » tels que le meurtre, l'incendie volontaire et le vol qualifié, tous passibles de la peine capitale. Des groupes ouïghours basés à l'étranger ont contesté les chiffres officiels, affirmant que le nombre de personnes tuées, blessées et détenues était en réalité bien supérieur.

Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau Actions urgentes. Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.

Ceci est la première mise à jour de l'AU 194/09 (ASA 17/034/2009). Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/ASA17/034/2009/fr>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN MILITANT OUIĠHOUR LIBÉRÉ À PÉKIN

Informations complémentaires sur l'AU 194/09 ASA 17/049/2009, 28 août 2009

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

